

Domà Nunch annonçait l'adhésion d'une dizaine de personnes à la manifestation de Bonneville

Bonneville : une députée européenne au chevet de l'hôpital sarde condamné à mort

La Chambérienne Malika Benarab-Attou, d'Europe Écologie/Les Verts, écrit sa « consternation » à la socialiste Aurélie Filippetti, ministre de la Culture et de la Communication

PATRICK-ALAIN BERTONI

J'ENVOIE UN COURRIER À madame Filippetti. La fée verte ? Personne, parmi les défenseurs de murs cent septantennaires, ne s'en grise au point d'imaginer que le stylo plume de Malika Benarab-Attou (MBA), d'Europe Écologie/Les Verts (EE/LV), se transmuera en baguette magique pour les sauver de la destruction. Tous, en revanche, boivent à leur juste degré les propos d'encouragement — d'abord sur Facebook — tenus par la Chambérienne d'adoption et de domicile, élue députée au Parlement européen lors du scrutin de 2009 dans la circonscription Sud-Est de la France (régions Corse, Provence-Alpes-Côte d'Azur et Rhône-Alpes). Parce qu'à ses yeux aussi, « il faut agir rapidement » ; que seule Aurélie Filippetti à Paris détient désormais le pouvoir administratif d'enrayer sur-le-champ le permis de démolir délivré au Centre hospitalier intercommunal Annemasse/Bonneville (CHIAB), propriétaire de l'édifice hérité des États de Savoie (années 1840) dans le centre-cité bonnevillois, MBA regardait comme une « urgence », lundi après-midi 28 janvier 2013, « de faire ce courrier » à la ministre socialiste de la Culture et de la Communication, « par mail si ça va plus vite ». Malika, au téléphone avec Le Faucigny, ne désespérait pas d'accrocher l'oreille d'Aurélien, ayant « eu l'occasion de la rencontrer » le 26 novembre 2012 à Bruxelles, où Filippetti assistait à un conseil des ministres européens de la Culture. Benarab-Attou, une Algérienne de naissance aux racines berbères — celles de saint Augustin, l'un des trente-cinq docteurs à ce jour de l'Église catholique —, appartient dans l'hémicycle de l'Union à la commission de la Culture et de l'Éducation. Le Mouvement Région Savoie l'avait épaulée pour conquérir un siège de parlementaire à l'Europe. « ENVIE » CONTRARIANTE Écrire, puis marcher. Malika Benarab-Attou avait également « prévu de le faire ». C'est-à-dire de participer au rassemblement organisé le samedi 9 février 2013 devant l'abandonné Centre hospitalier du Faucigny (CHF), propriété du CHIAB avenue de Genève à Bonneville, afin de protester contre une prochaine disparition à coups de bulldozer de son cœur de bâti, dit « sarde » pour avoir été inaugurée le 16 avril 1841 sous le règne du roi Charles-Albert de Savoie-Nice-Gènes-Piémont-

Sardaigne, surnommé « Le Magnanime ». À la lecture de son agenda, il s'est révélé « impossible » pour MBA, « malheureusement », de prendre part à un cortège qui va se confirmer international. Car, vers 14 h, au moment où les mécontents s'ébranleront, « une réunion très importante » monopolisera encore Malika à la mairie du 1^{er} arrondissement parisien. Là, « en plein débat pour l'avenir du parti » environnementaliste, dans un hôtel de ville qu'administre son camarade à EE/LV Jacques Boutault, Benarab-Attou, « obligée » de se joindre à eux, aura retrouvé dès le matin les autres signataires d'Envie !, l'une des motions déposées en vue du congrès national d'Europe Écologie/Les Verts convoqué en novembre 2013. « J'ai un empêchement mais je soutiens cette manifestation, bien sûr », ne lui en réitérait pas moins son appui une représentante des vingt-sept peuples de l'Union européenne pour qui « la question du patrimoine est essentielle ». Une fois libérée de ses « obligations » partisanes à Paris la veille, séjournant « tout de suite » dans ses pénates à Chambéry, « à partir du dimanche » 10 février 2013 et pour « une semaine », elle promettait de dénicher « l'occasion de [so] rendre sur place », au chevet du CHF, dans le centre-cité bonnevillois. Sauf à ce qu'entre-temps, les incendies volontaires de locaux innocents, qui semblent se multiplier comme petits pains dans la commune sous-préfecturale, n'aient précipité le sort du condamné à mort. Mercredi 23 janvier 2013, de jour, dans le quartier Le Bouchet, l'ancienne usine de téléphonie HPF s'embrasait. Le mardi suivant, de nuit, aux « Champeys », l'ex-poterie Fauquet prenait feu elle aussi. « À suivre de près... », s'en raclait la gorge sur Facebook l'association indépendantiste Savoie terre insoumise, ayant métré que la manufacture rangée des tours se situait « non loin » de la construction hospitalière de style néoclassique sarde. PAR PIÉMONT ET PAR VAUX « Je soutiens cette action contre la destruction d'un monument constitutif du patrimoine de Savoie », une « action de résistance », l'a d'emblée comprise et approuvée Feurodéputée Malika Benarab-Attou, estimant « scandaleux ! » l'anéantissement « de cet élément architectural de valeur », « Patrimoine » sans frontières, à observer les préparatifs de l'atrou-



BONNEVILLE, AVENUE DE GENÈVE, DIMANCHE 11 MARS 2012 À l'apogée d'un premier rassemblement organisé à la hâte et quelques protestataires s'étaient retrouvés devant l'abandonné Centre hospitalier du Faucigny pour dire « non à la démolition de son cœur de bâti, hérité intact du royaume de Savoie-Nice-Gènes-Piémont-Sardaigne (1841). Samedi tantôt 9 février, l'atroupe, préparé de plus longue date, devrait attirer davantage de monde. Il a reçu le soutien, à défaut de sa députée européenne d'Europe Écologie/Les Verts Malika Benarab-Attou (en photo incrustée), de Chambéry

Nenny soit qui mal y pense



étendard. Plus à l'est encore, dans la Lombardie, Domà Nunch, le Movimento Econazionale per l'Insubria (territoire de l'Insubrie), annonçait « l'adhésion d'une dizaine de personnes », au moins, à la manifestation de Bonneville. Dans la

ment du 9 février prochain. Dans les rues de Bonneville, sa croix d'argent sur fond de gueules et les couleurs des six provinces que le défunt comté, ensuite duché, enfin royaume administratif de ce côté-ci des Alpes tournaient depuis Conflans (Albertville), Chambéry et Turin — soit le Chablais, le Faucigny, le Genevois, l'Auraurienne, la Savoie propre et l'arantaise —, ces sept bannières ne devraient pas flotter orphelines au-dessus des protestataires. Mercredi 30 janvier 2013, via les réseaux sociaux, finissait de se dessiner une véritable Internationale des vieilles pierres. Des citoyens des Républiques-cantons de Genève, de Vaud et du Valais y manifestaient leur intention de se rassembler eux aussi dans le centre-cité bonnevillois ce samedi tantôt-là. Une même volonté s'exprimait chez des Niçois, des Génois, des Piémontais et des Sardes, dont les aïeux habitaient

consorts durant une histoire quasi millénaire, fourbissant un étendard. Plus à l'est encore, en Lombardie, Domà Nunch, le Movimento Econazionale per l'Insubria (l'Insubrie), annonçait « l'adhésion d'une dizaine de personnes », au moins, à la manifestation de Bonneville, plaine supérieure du Pô, sous le sceau Gioventura Piemontèisa, mouvement per l'Identità d'la Minoria Linguistica Piemontèisa, dont les membres ont « devò » aux « Piemontèis », par la presse et Internet, « ai 9 ed febrer » l'hôpital de « Bonavela » ; son slogan : « L'assonje pa demòli nòstra ». DERNIÈRE MINUTE Selon les extraits transcrits de Paris, dans sa lettre de protestation à la ministre de la Culture et de la Communication, la Feurodéputée Malika Benarab-Attou a écrit « pour le moins injustifiée », de la démolition de l'hôpital d'époque sarde

Giornale "Le Faucigny" dell'8 febbraio 2013.